

Doc. 3. 14 novembre 1979. Dépêche de l'ambassade : « Débat sur la doctrine économique »

CP 6. 1.

GC/EV

AMBASSADE DE FRANCE
EN CHINE.

N° I789/AS

Pékin, le 14 novembre 1979

Claude MARTIN
Chargé d'Affaires a.i. de France en Chine

à

Son Excellence Monsieur Jean FRANCOIS-PONCET
Ministre des Affaires Etrangères

Direction d'ASIE-OCEANIE

8121

A/S : Débat sur la doctrine économique.

Derrière la récente libération des prix des denrées alimentaires et derrière les nombreux articles publiés, depuis plusieurs mois, par des économistes de renom (Xue Maqiao, Sun Yefang) ou des hommes politiques de premier plan (Hu Qiaomu, Zhao Ziyang), c'est une refonte totale de la conception chinoise du développement que l'on aperçoit maintenant avec clarté. Sur le plan théorique, on essaie de justifier - sans trop choquer les partisans d'une voie plus purement socialiste - l'introduction de la notion d'économie de marché, tandis que, sur le plan pratique, on tire les premiers bilans des expériences engagées depuis environ un an

o

o o

.../...

.../...

- 2 -

"Tous les modèles et toutes les conventions économiques qui empêchent le développement des forces productives doivent être abolis, afin de faire le meilleur usage du potentiel existant et de permettre l'expansion rapide des forces productives de la société chinoise", déclarait récemment Zhao Ziyang lors d'une réunion des responsables du Parti du Sichuan (I). On ne saurait mieux illustrer l'esprit pragmatique qui préside désormais à la réflexion économique chinoise.

Zhao Ziyang fait ensuite le procès de quelques restrictions mentales et carcans idéologiques qui, du temps de Lin Biao et de la "Bande des Quatre", nuisaient au développement de la production. Pendant une "période considérable", dit-il, les radicaux ont pris la lutte de classes, et non pas le travail économique, comme centre de leur activité. Ils ont considéré la fabrication de biens de production comme essentielle, sans se soucier des besoins du peuple et sans chercher à maintenir l'équilibre avec le développement des forces productives. Ils ont nié, enfin, le caractère socialiste de la production de biens de consommation et de la loi de la valeur, négligeant les "lois objectives" de l'économie.

Cette série de reproches montre bien dans quelle direction les responsables actuels de l'économie chinoise comptent engager leur pays. Ils préconisent un renversement complet des rapports entre la production, l'accumulation et la consommation. Auparavant, on fixait arbitrairement un certain nombre d'objectifs de production, l'idée étant que plus l'on produit, mieux se porte l'économie nationale. La consommation devait s'adapter à l'état de la production et même être réduite le plus possible pour permettre une plus grande accumulation. Aujourd'hui encore, était-il écrit dans le "Quotidien du Peuple" du 20 octobre, "certains camarades considèrent les besoins des consommateurs comme quelque chose de totalement négatif, pensant à tort qu'un pays peut devenir rapidement prospère en augmentant la production au maximum tout en maintenant la consommation au minimum. Ils ne comprennent pas

.../...

(I) Quotidien du Peuple du 10.II.1979.

.../...

- 3 -

que la consommation est une partie de la production - la reproduction de la puissance de travail, qui est une condition indispensable à la reproduction sociale".

Doc. 4. 19 septembre 1980. Note du conseiller financier pour l'Asie : « République populaire de Chine. Situation économique et financière »

CP.6 I

! Le présent document est strictement réservé à l'information des personnes et !
! services auxquels il est adressé et ne peut être reproduit en totalité ou en !
! partie sans l'autorisation préalable du Directeur du Trésor du Ministère de !
! l'Economie. !

AGENCE FINANCIERE pour l'ASIE

T O K Y O

Tokyo, le 19 septembre 1980

REF. : TD/MAT -
n° : 189 -

3131
Le CONSEILLER FINANCIER pour l'ASIE
à
Monsieur le MINISTRE de l'ECONOMIE
DIRECTION du TRESOR
93, rue de Rivoli
75001 PARIS

OBJET : République Populaire de CHINE - Situation Economique et Financière.

REFERENCE : Mes notes n° 189 du 22 décembre 1977 et n° 183 du 17 novembre 1978.

L'année 1980 apparaît comme une année de consolidation des nouveaux principes économiques adoptés par les dirigeants chinois. La réunion à la fin du mois d'août de l'Assemblée populaire nationale a fourni la tribune où ont pu être dénoncées les erreurs passées et exposés les objectifs pour les années à venir :

- Modification des priorités, l'agriculture et l'industrie légère recevant désormais une attention particulière.
- Abandon de nombreuses positions dogmatiques avec l'agrandissement des lopins privés, l'introduction partielle de stimulants individuels, le recours au déficit budgétaire et à l'endettement externe.
- Remise en cause du grandiose plan à dix ans 1976 - 1985 qui sera remplacé par des objectifs à moyen terme (sixième plan de cinq ans, ultérieurement prolongé en plan à long terme pour aller jusqu'en 1990).

En adhérant au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, la CHINE ouvrait pour la première fois ses portes à des experts occidentaux et acceptait de discuter avec eux.

Une première étude du F. M. I. établie à la suite d'un dialogue (1) devrait être complétée par les études sectorielles qui seront entreprises par les missions prévues de la Banque Mondiale.

.../...

(1) Il faudra, cependant, sans doute encore longtemps avant que les évaluations faites selon différentes sources concordent tant l'appareil statistique est peu développé et ses méthodes rudimentaires. Les importants écarts qui subsistent viennent de ce que bien des résultats ne sont encore que des estimations ou des extrapolations à partir de bases fort réduites.

Doc. 5. 3 décembre 1982. Dépêche de l'ambassade : « Le 6^e plan quinquennal chinois »

JMB/gf
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE

3213

PÉKIN, LE 3 décembre 1982

N° 70 / AS

DEPECHE D'ACTUALITE

à

Direction d'Asie-Océanie

a.s. : le 6^{ème} plan quinquennal chinois.

C'est avec deux ans de retard que Zhao Ziyang a présenté, le 30 novembre, devant l'assemblée, le VIème plan quinquennal 1981-1985. En réalité, l'exercice consistait donc à fixer les grandes orientations de politique économique pour les 3 années à venir.

Du fait de ce retard, la question centrale que l'on se posait ici depuis quelques mois était la suivante : la phase la plus dure du "réajustement" étant passée, les autorités chinoises allaient-elles adopter maintenant une stratégie économique un tantinet plus expansionniste ?

A s'en tenir au taux de croissance annuel moyen annoncé par Zhao, "4 et si possible 5 %", la réponse est indiscutablement négative. Sans nul doute les fournisseurs étrangers de la Chine seront déçus. Pourtant, à y regarder de plus près, l'exposé du premier ministre invite à un certain optimisme.

/...

2. - Un parti pris de sélectivité :

Si le volume des investissements sera équivalent à ce qu'il a été entre 1976 et 1980, leur affectation devrait être beaucoup plus sélective. A cet égard, les priorités annoncées étaient déjà connues : 38,5 % des investissements iront à l'énergie et aux transports ; 36 % à la modernisation des entreprises existantes.

- Dans le domaine de l'énergie, la production annuelle d'électricité passera de 300 milliards de kwh en 1980 à 362 milliards en 1985 (+ 20,4 %, 38 % des investissements énergétiques) principalement en développant l'hydroélectricité mais aussi "en construisant une centrale nucléaire de 300 mégawatts", celle de charbon (33 % des investissements) de 620 à 700 millions de tonnes (+ 12,9 %), celles de pétrole et de gaz (29 % des investissements) respectivement de 106 à 141 millions de tonnes (+ 33 %) et de 14,3 milliards de m³ à 16,8 (+ 17,5 %), ce qui paraît bien optimiste.

- Pour les transports, 2 000 kilomètres de rails seront posés, la capacité portuaire maritime passera de 217 millions de tonnes en 1980 à 317 en 1985.

- Dans l'industrie, l'effort essentiel portera sur la modernisation des entreprises existantes qui absorberont 38 % des investissements contre 20 % entre 1953 et 1980.

- Des programmes d'investissements sont également prévus dans l'agriculture, mais il est clair qu'on compte sur le système de responsabilité, et non sur la mécanisation, pour y accroître la production.

- Géographiquement, en dehors d'une attention spéciale aux régions de minorités, les investissements seront concentrés sur les régions côtières et les 3 plus grandes agglomérations.

3. - Le maintien des grandes orientations introduites depuis 4 ans :

. S'agissant du commerce extérieur, la ligne ne change pas. On fera preuve de sélectivité également pour la politique d'importation d'équipements. Le volume des échanges avec l'extérieur augmentera de 52 % en 5 ans (8,7 % par an), un peu plus rapidement

Doc. 6. 16 février 1983. Note du conseiller financier pour l'Asie : « République populaire de Chine. Situation économique et financière »

! Le présent document est strictement réservé à l'information des personnes !
! et services auxquels il est adressé et ne peut être reproduit en totalité !
! ou en partie sans l'autorisation préalable du Directeur du Trésor du !
! Ministère de l'Economie et des Finances. !

AGENCE FINANCIERE pour l'ASIE
T O K Y O

3131 *Q*
Tokyo, le 16 février 1983

REF. : BT/MAT -
N° : 32 -

Le CONSEILLER FINANCIER pour l'ASIE
à

Monsieur le MINISTRE de l'ECONOMIE
et des FINANCES

DIRECTION du TRESOR

93, rue de Rivoli

75001 PARIS



OBJET : CHINE, situation économique et financière.

REFERENCE : ma note n° 163 du 12 novembre 1981 (1).

Depuis la fin de la Révolution Culturelle (1976), la politique de développement économique de la CHINE a suivi une profonde réorientation. Dans une première approche (les "quatre modernisations") le gouvernement s'était lancé dans un programme d'investissement massif vers l'industrie lourde, pensant obtenir par là une croissance économique rapide qui rattraperait le temps perdu au cours des dix années précédentes. L'apparition de goulots d'étranglements, ne serait-ce que l'insuffisance de ressources énergétiques ou de la capacité d'épargne du pays, a montré les limites d'une telle politique et a incité les autorités chinoises à engager en 1979 une nouvelle stratégie de développement. Communément appelée "réajustement", cette stratégie se caractérise par un objectif de croissance économique moins rapide, un taux d'investissement plus modéré, l'élévation continue de la consommation des ménages, la priorité accordée à l'industrie légère et à l'agriculture aux dépens de l'industrie lourde, la décentralisation de la gestion économique, le retour aux stimulants financiers pour améliorer les rendements et une certaine ouverture sur l'extérieur pour en obtenir des crédits et des transferts de technologie. Cette période du réajustement se caractérise ainsi par une forte hausse du revenu de la population et notamment de la population rurale et par une réduction des investissements.

Dans le même temps, sous l'autorité de Deng Xiaoping, le parti communiste chinois a opéré un revirement idéologique qui vient d'obtenir sa consécration au cours du XIIème congrès (1982). L'objectif principal assigné au parti consiste

(1) La rédaction de la présente note a été facilitée par l'utilisation sur un certain nombre de points des analyses effectuées par notre Ambassade à PEKIN.

désormais à promouvoir le développement du pays ("La contradiction principale n'est plus la lutte des classes, les classes exploiteuses ayant été liquidées, mais l'écart entre les besoins matériels et culturels du peuple et l'état arriéré de la production"). Un vocabulaire nouveau, moins dogmatique, s'est fait jour. On parle désormais d'efficacité, de pragmatisme, de responsabilité individuelle. Il est maintenant admis que le développement industriel et agricole sera provisoirement facteur d'inégalités sociales, tant les conditions économiques et naturelles sont différentes d'une région à l'autre. Surtout, on reconnaît une nouvelle légitimité aux stimulants matériels: primes de rendement et d'efficacité dans l'industrie, système de "responsabilité" dans les campagnes.

Mais cette nouvelle approche qui, selon les chinois, devrait permettre à leur pays d'atteindre par paliers successifs un rythme de croissance de l'ordre de 4 à 5 % par an jusqu'en 1985 et de 5 à 6 % jusqu'en 1990 se heurte à de nombreuses difficultés.

En premier lieu, les pesanteurs structurelles de l'économie chinoise font obstacle au véritable développement du pays à un degré rarement observé ailleurs. La croissance démographique continue d'absorber la majeure partie des progrès de la production. Les capacités d'investissements sont limitées en raison de la faiblesse de l'épargne nationale. Les infrastructures, par exemple dans le domaine des communications, et les ressources énergétiques sont très insuffisantes. Les séquelles de la révolution culturelle (attentisme politique, formation médiocre des cadres moyens et supérieurs, retards dans de nombreux domaines de la science et de la technologie, camouflage statistique (1) ...) constituent un héritage lourd à supporter.

Par ailleurs, les autorités chinoises ne sont pas encore parvenues à maîtriser leur politique de réajustement, d'où l'apparition de graves déséquilibres conjoncturels. Ainsi, dès octobre 1980, une politique d'austérité a-t-elle été mise en oeuvre pour rétablir un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande qui se manifestait par l'apparition de tensions inflationnistes, une aggravation du déficit des finances publiques, une détérioration de la balance des paiements. Les dirigeants ont pris des mesures si drastiques que le rétablissement des équilibres s'est traduit en 1981 par un net fléchissement de la production industrielle. Bien plus, cette thérapeutique vigoureuse a fait de la CHINE un pays prêteur net de capitaux en 1982, sur les marchés financiers internationaux, ce qui est paradoxal si on prend en considération ses besoins énormes en investissements.

Aujourd'hui, après plusieurs années d'hésitations, illustrées par l'ajournement du plan quinquennal de développement, les autorités chinoises semblent s'être ralliées, pour les trois années à venir, à une ligne de conduite prudente, caractérisée par une croissance lente, le temps de réaliser les réformes de fond du "réajustement" et de lever les principaux goulots d'étranglement.

.../...

(1) Les autorités chinoises viennent de publier l'annuaire de statistiques de l'année 1981, ce qui renoue avec une tradition interrompue depuis 1949.

Doc. 7. 17 septembre 1982. Dépêche de l'ambassade : « Le XII^e congrès du PCC et la politique économique chinoise »

JMB/rp
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE
EN
CHINE
N° 1688 / AS

PÉKIN, LE 17 septembre 1982

L'Ambassadeur de France en Chine
à
Monsieur le Ministre des Relations Extérieures
- Direction d'ASIE-OCEANIE -

A/S : Le XIIème congrès du P.C.C. et la politique économique chinoise .

En matière économique, comme sur le plan politique, le 12ème congrès du parti communiste chinois vient de consacrer la victoire d'une ligne, celle dite pragmatiste, que Deng Xiaoping et son équipe sont parvenus progressivement à imposer depuis le 11ème congrès de 1977.

On peut donc parler de continuité dans le pragmatisme.

Toutefois, la victoire de Deng est encore trop fragile et récente, et le changement de cap qui en est résulté trop radical, pour que l'impression de continuité ne s'efface pas encore devant celle de rupture, d'une rupture consommée avec les dogmes économiques maoïstes et pas seulement avec ceux prônés durant la révolution culturelle. Le qualificatif de "pragmatistes" ne suffit pas non plus à caractériser les ambitions économiques des dirigeants actuels qui entendent

/...

donner à la Chine véritablement un nouveau modèle de développement socialiste. On aurait tort, enfin, de sous-estimer l'évolution de la stratégie économique chinoise depuis que Deng Xiaoping a repris les rênes du pouvoir, autrement dit depuis le III^{ème} plenum de décembre 1978 et surtout le remplacement de Hua Guofeng par Zhao Ziyang à la tête du gouvernement en septembre 1980.

. La rupture doctrinale

Si le but final du parti reste d'instaurer le communisme, dans l'immédiat, sa tâche principale consiste désormais à promouvoir le développement du pays. Ce faisant, le changement de cap économique avalisé par le congrès apparaît au moins autant comme la justification que comme la conséquence du revirement idéologique que traduit le nouveau programme du parti.

- L'abandon de la théorie "de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat", qui figurait encore dans les statuts adoptés en 1977, répond avant tout à cette volonté de faire primer les impératifs du développement économique. "La contradiction principale n'est plus la lutte des classes, les classes exploiteuses ayant été liquidées, mais l'écart entre les besoins matériels et culturels du peuple et l'état arriéré de la production". La rupture est nette avec la thèse retenue lors du congrès précédent selon laquelle "dans la société socialiste, les contradictions et la lutte de classes continuent d'exister et ne peuvent être résolues que grâce à la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat".

- Les nouveaux statuts du parti traduisent également une conception beaucoup plus progressive et prudente de l'évolution de la société socialiste chinoise. "Le parti devra améliorer progressivement les rapports de production socialistes en tenant compte du niveau de développement réel des forces productives. Dans les statuts de 1977, il était seulement question d'assurer "le triomphe du socialisme".

/...

- L'objectif étant fixé, reste à choisir les moyens. On ne parle plus, comme en 1977, et pour cause, de s'opposer "au révisionnisme et à l'empirisme". Le parti fait désormais sienne la maxime, naguère tant controversée, "rechercher la vérité dans les faits et soumettre la vérité à l'épreuve de la pratique", ce qui revient à poser qu'on se souciera moins de la pureté idéologique des moyens utilisés que de leur efficacité. On se souviendra du conseil de Deng Xiaoping : "qu'importe qu'un chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape les souris". De manière tout aussi significative, il n'est plus fait allusion "au danger d'une restauration du capitalisme".

- Une des novations les plus importantes d'un point de vue économique est la nouvelle légitimité reconnue aux stimulants matériels, primes de rendement et d'efficacité dans l'industrie, "systèmes de responsabilité" dans les campagnes. Alors que le problème n'était pas évoqué dans les statuts de 1977, il est clairement indiqué cette fois-ci que le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail" doit être appliqué durant la phase de construction socialiste, étant entendu "qu'en fin de compte" l'aboutissement au communisme permettra alors, mais alors seulement, de faire prévaloir le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

La plupart de ces nouveaux dogmes équivalent à un reniement, certes nuancé, mais large, des grandes orientations politico-économiques suivies, non seulement pendant la révolution culturelle, mais depuis 25 ans. Dans son discours inaugural, Deng Xiaoping n'en a pas fait mystère en situant d'emblée le 12ème congrès dans la ligne du 8ème congrès de 1956, et en faisant l'impasse sur les 3 congrès qui se sont tenus entre temps : "les principes adoptés par le 8ème congrès étaient justes, toutefois, comme le parti n'était pas suffisamment préparé sur le plan idéologique, ces principes n'ont, ensuite, pas été appliqués de façon conséquente, et, tout en enregistrant de

/...

nombreux succès, nous avons aussi essuyé beaucoup de graves revers".

Aussi radical soit-il, le virage idéologique ne doit pas faire oublier les points d'ancrage au contraire permanents auxquels le parti reste résolument attaché. Tel est le cas, entre autres, du "centralisme" et de ses implications économiques, -une gestion administrée de l'économie sous le contrôle du parti- de la nécessité de concevoir une voie socialiste proprement chinoise, fondée sur l'étude des expériences étrangères mais avant tout adaptée aux réalités chinoises, ou, plus généralement, d'un souci réaffirmé de sagesse dans la conduite de l'économie (respect des équilibres financiers, prudence de la politique d'endettement extérieur, volonté de dépendre au minimum de l'étranger).

. Le nouveau modèle chinois

Les conceptions économiques des dirigeants actuels de la Chine ne sont qu'à demi pragmatistes. Elles le sont par le souci de réalisme et de prudence qui les sous-tend, par une certaine prédilection pour les tâtonnements et les compromis, et par un relatif détachement vis-à-vis des considérations idéologiques. En revanche elles ne le sont pas dans la mesure où le pragmatisme suppose l'absence d'idée directrice a priori sur l'évolution du système économique. En effet, l'équipe de Deng Xiaoping a, comme ses devancières, l'ambition d'inventer un nouveau modèle socialiste, différent du modèle maoïste, mais comme lui avant tout chinois.

Abandonnant les apports les plus originaux du maoïsme, notamment le mode de collectivisation rurale en communes populaires, la Chine s'oriente dans la voie plus classique -révisionniste, aurait-on dit il y a quelques années- de la recherche d'un socialisme efficace débarrassé des pesanteurs inhérentes au système soviétique. Tentés un moment par l'expérience

/...

5 -

yougoslave (décentralisation, large place faite au marché), les économistes chinois en sont revenus aujourd'hui à des projets de réforme moins fracassants, plus proches de l'expérience hongroise.

Dans son rapport d'activité, Hu Yao Bang a esquissé ce que devrait être le nouveau modèle chinois.

- La transformation de l'organisation économique rurale en est sans nul doute la pièce maîtresse. Après avoir longuement vanté les mérites des systèmes de responsabilité appliqués depuis 4 ans, Hu a promis l'avènement prochain "d'une économie rurale coopérative". Signe des temps, en 35 pages de discours, le terme "commune populaire" n'a pas été cité une fois. En quoi consistera cette économie coopérative ? Très vraisemblablement en un regroupement de petites exploitations familiales, chaque famille ou chaque groupe de familles recevant un lot de parcelles à cultiver, à charge pour elle ou pour lui de livrer à la brigade, ou à la coopérative, des quantités fixées contractuellement de céréales, de légumes, de viande, etc..., le surplus pouvant être vendu, sinon librement, du moins à un prix plus élevé sur le marché ou à la coopérative. Sur le détail de l'organisation, Hu n'a rien dit, mais les expériences en cours dans le Sichuan ou dans l'Anhui sont de ce type.

- En ville et dans l'industrie, on ne compte pas sur un retour à l'exploitation privée, sinon dans le petit commerce et le petit artisanat. En revanche, là encore, il convient de "faire coexister, pendant longtemps encore, différents types d'économie" et, en particulier, "de s'appuyer principalement sur les entreprises collectives, les entreprises d'Etat ne pouvant à elles seules s'occuper de tout". Le parti et le gouvernement soutiendront donc les entreprises collectives gérées par les citoyens, notamment les jeunes, avec les fonds qu'ils ont réunis eux-mêmes, "ces entreprises ayant joué un rôle très positif ces

/...

dernières années". En fait, l'entreprise collective a le grand avantage de la souplesse : elle est créée à l'échelon local sans faire appel aux fonds d'Etat, elle permet de fournir des emplois rapidement et de pallier les carences des circuits d'Etat pour bon nombre de produits de consommation.

- A cette diversification horizontale des types d'entreprises répondra une diversification verticale du système de planification. Hu s'est longuement étendu sur ce point en insistant sur le rôle secondaire mais essentiel du marché. Tout comme il existe actuellement trois sortes de prix (prix fixés par l'Etat, prix "négociés", prix "libres") selon les produits, à l'avenir devraient être mis en place trois modes de planification également selon les produits : une planification impérative pour les quelques biens de production et de consommation essentiels, une planification indicative pour la grande masse des produits industriels élaborés et des produits agricoles, un secteur libre, donc non planifié, pour "les petits articles de faible valeur qu'il n'est ni nécessaire ni possible d'inclure dans le plan". Sur quels leviers s'appuiera cette planification ? "sur une utilisation judicieuse de la loi de la valeur, sur les prix, la fiscalité et le crédit".

- Cette plus grande souplesse donnée au système économique dans son ensemble est considérée comme une condition nécessaire mais non suffisante d'une plus grande efficacité de l'appareil productif. On attend de la généralisation de l'intéressement direct des travailleurs et des entreprises à leurs résultats, qu'elle en soit le véritable ressort. Plus le paysan produira, plus riche il sera ; plus et mieux l'ouvrier travaillera, plus il touchera de primes ; plus l'entreprise dégagera de profit et mieux elle sera gérée, plus elle pourra distribuer de primes etc... Pour ce faire, les réformes en cours qui visent à laisser

/...

une plus grande autonomie de gestion aux entreprises seront poursuivies. On notera qu'il est désormais moins question de décentralisation que d'autonomie de gestion, cette plus grande autonomie pouvant s'accompagner d'un renforcement du pouvoir de contrôle des autorités centrales.

- Enfin, Hu Yaobang a réaffirmé le principe d'ouverture économique sur l'extérieur, non sans rappeler comment on le conçoit en Chine, c'est-à-dire essentiellement comme un passage obligé pour parvenir à l'autosuffisance. La progression des importations suppose un développement au moins parallèle des exportations. Il faut limiter les achats d'équipements complets et y associer, autant que faire se peut, des matériels que la Chine est à même de produire. La préférence doit être donnée aux contrats assortis de clause de transferts de technologie. On veillera attentivement -et ceci est plus nouveau- à ce que la décentralisation, introduite ces dernières années, des organismes habilités à commercer avec l'étranger, ne vienne pas contrecarrer la politique et les impératifs de l'Etat. Rien de nouveau, en revanche, dans la mise en garde rituelle "contre l'action corrosive des idées capitalistes véhiculées par les entreprises étrangères qui ne changent pas de nature en commerçant avec la Chine".

. La stratégie économique pour les prochaines années

La constance avec laquelle, depuis le 3ème plenum, Deng et son équipe sont parvenus à faire prévaloir leurs vues contraste avec leurs hésitations quant à la stratégie à suivre pour appliquer ces mêmes vues. On se souvient qu'en décembre 1978, par exemple, les grands projets d'investissement étaient encore à l'honneur, alors que quelques mois plus tard le "réajustement" allait devenir l'axe de la politique économique.

D'où l'intérêt des propos tenus sur ce point par Hu devant le congrès.

/...

Dans l'ensemble, ces propos ont confirmé les orientations présentées par Zhao Ziyang devant l'assemblée nationale populaire en décembre dernier, avec toutefois quelques nuances.

La confirmation porte principalement sur le choix d'un objectif de croissance modeste, au moins jusqu'à la fin de cette décennie. Sans doute ne s'agit-il pas moins de quadrupler la production industrielle et agricole d'ici à l'an 2000, mais durant les VIème et VIIème quinquennats (1981-1985 et 1986-1990) on s'efforcera surtout "de créer les conditions favorables pour que la décennie 90 soit une ère nouvelle de renaissance économique". Le "réajustement", le souci de "stricte économie", la lutte contre le gaspillage, l'amélioration de la rentabilité des entreprises resteront les lignes de force de la politique économique. Ce n'est qu'ensuite que "le rythme de développement deviendra beaucoup plus rapide". Quoique Hu n'ait cité aucun taux de croissance, on peut penser qu'en termes de P.I.B. cette stratégie correspond à une croissance annuelle de 4 à 5 % jusqu'en 1985 et de 5 à 6 % pour les 5 années suivantes.

Ce parti pris de prudence -Hu l'a clairement indiqué- est, en fait, imposé par les goulots d'étranglement des secteurs de l'énergie et des transports. Les productions de charbon et de pétrole, en particulier, ne pourront recommencer à augmenter que lorsque les investissements en cours ou en préparation (exploration pétrolière en mer) auront été achevés, ce qui prendra au moins 3 à 4 ans. D'autres contraintes viennent s'y ajouter, les difficultés à assurer l'équilibre budgétaire et "la stabilité des prix", le délai nécessaire pour réformer les systèmes de gestion.

/...

Hu a également repris l'ordre habituel des priorités de politique économique : d'abord l'agriculture - "une fois qu'elle aura décollé, tout deviendra plus facile- puis l'énergie et les transports, enfin la modernisation scientifique et technologique et notamment la modernisation des entreprises existantes. Rien de bien nouveau non plus s'agissant de la nécessité d'un strict contrôle des naissances, sinon une insistance appuyée sur l'acuité du problème démographique qui, si la croissance de la population n'était pas maîtrisée, "non seulement affecterait le revenu par tête, mais encore provoquerait de graves difficultés d'approvisionnement en céréales, de logement, d'éducation et d'emploi, tout ceci pouvant même compromettre la stabilité de la société".

Sur trois points importants, en revanche, le discours de Hu dénote une sensible inflexion de la politique menée jusqu'à présent.

- Un frein doit être mis désormais à l'augmentation des revenus individuels. Après les fortes hausses de ces dernières années, voulues par le gouvernement, les paysans "ne doivent plus compter sur une nouvelle majoration des prix agricoles" et "la progression des salaires des ouvriers et des employés doit être inférieure à celle de la productivité. Le niveau de vie de la population rurale et citadine ne peut s'élever que grâce aux efforts de production et non en comptant sur une réduction des investissements, faute de quoi les intérêts à long terme du peuple seraient compromis". En d'autres termes, il n'est plus question de réduire le taux d'accumulation pour financer la consommation. On notera, du reste, que l'objectif assigné au pays pour l'an 2000 est un objectif de production (quadruplement) et non plus de revenu (les 1 000 dollars de revenu par tête plusieurs fois évoqués par Deng ces dernières années).

/...

- Corrélativement, l'impérieuse nécessité d'investir réapparaît, tandis qu'on ne parle plus de la priorité donnée depuis 1978 à l'industrie légère sur l'industrie lourde. Certes Hu a seulement insisté sur les besoins d'éviter une trop grande dispersion des investissements, de manière à pouvoir concentrer les fonds budgétaires sur les projets indispensables dans les secteurs de l'énergie et des transports notamment. Mais il est de fait que l'investissement revient à l'ordre du jour, ce qui est effectivement essentiel à la fois pour assurer le développement du pays et éviter que ne se creuse un peu plus le déséquilibre entre l'offre de biens de consommation, toujours aussi rigide, et une demande fortement stimulée par les hausses des revenus individuels.

- Enfin, l'allusion précise faite à une prochaine réforme du système de prix mérite d'être signalée. La remise en cause du système actuel, dans lequel les prix restés inchangés souvent depuis près de 30 ans, n'ont plus de rapport avec les coûts de production, est, en effet, à la fois la clef de toute réforme du mode de gestion de l'économie, la condition du desserrement des contraintes budgétaires de l'Etat, pour lequel les subventions des prix à la consommation représentent une charge de plus en plus considérable, et un problème politique épineux devant lequel les autorités chinoises ont jusqu'à présent toujours reculé par crainte des conséquences sociales et politiques.

Le fait que le parti, lors de son 12ème congrès ait donné sa caution à la nouvelle ligne économique suivie depuis bientôt 4 ans est évidemment capital. Mais la caution a surtout porté sur des principes.

/...

Or les modalités d'application restent encore souvent à définir. A la fin de 1982, le plan quinquennal 1981-1985 n'a toujours pas été publié. De la future "économie coopérative rurale", on ne sait rien de précis sinon qu'elle remplacera les communes populaires. Quant aux réformes de gestion des entreprises, dans l'ensemble, le stade des expériences n'a pas été dépassé.

Sans doute la tâche est-elle immense, mais l'équipe actuelle ne l'aura vraiment emporté que lorsque les principes auront été plus largement sanctionnés par les faits./.


Jean-Marie BERTRAND